

Journaux, radios, TV, la fable de la gratuité

Patrick-Yves Badillo Professeur [UNIGE Medi@LAB](mailto:UNIGE_Medi@LAB)

14.02.2018

Une fable est un récit allégorique d'où l'on tire une moralité, mais c'est aussi une allégation inventée de toutes pièces. Avec la votation «No Billag» un récit apparemment moral, mais aussi une allégation inventée émergent. Cette votation est à double face: elle est «Janus», telle est sa force, telle est sa toxicité.

L'intérêt de «No Billag» est d'avoir lancé un débat stimulant

L'intérêt de «No Billag» est d'avoir lancé un débat stimulant. Quel rôle, quel coût pour le service public? Quel contenu? Et surtout quel équilibre politique et générationnel?

L'équilibre politique est une thématique importante, même si elle est ancienne. La régulation actuelle, en Suisse, est à développer, à améliorer. La télévision publique doit mieux prendre en compte certaines critiques pertinentes. Mais le vrai défi est générationnel: la télévision publique doit opérer une mutation et associer le public jeune tenté par les réseaux sociaux et porté par la fable de la gratuité!

En effet, une pierre d'angle du débat est la fable de la gratuité. Face à une redevance qui sera de 365 francs en 2019 un argument aussi simple qu'efficace est sous-jacent. Ne payons plus de redevance et vivons libre dans un système de consommation à la carte d'autant moins coûteux que le streaming et des piratages de toutes sortes donnent accès à des films, à de la musique, à de l'information etc. à un prix défiant toute concurrence, car souvent égal zéro! La liberté de choix, la liberté de ne point payer, la liberté d'un marché associé à un prix faible, voire nul. Bref, une véritable corne d'abondance à prix très réduit, voire gratuite, est à portée de la main, ou du clic!

La réalité est tout autre. De très nombreux programmes ne seront plus accessibles ou coûteront très cher lorsqu'ils seront achetés à la «pièce», comme le sport, les émissions sur la santé, la culture, les productions suisses, etc. Cela induira aussi une inégalité d'accès aux médias audiovisuels très renforcée.

Le problème de fond est que les médias, publics mais aussi privés, sont le ciment d'une nation. L'argument «No Billag» pourrait aussi concerner des pans entiers de ce qui fait l'unité et la culture d'une nation. Pourquoi les jeunes peu malades devraient-ils contribuer au financement des hôpitaux? Pourquoi les personnes âgées devraient-elles financer des crèches, des maternités, des écoles ou des universités? La gratuité couplée à un libéralisme excessif pourrait ainsi provoquer la destruction d'une longue série d'activités. L'argument du «No Billag», payer uniquement ce que l'on consomme, ouvre des voies périlleuses.

L'enjeu in fine est de préserver le débat démocratique. Améliorer le service public, lui demander de rendre des comptes est souhaitable. Mais, dans un océan de «fake news», peut-on se permettre de supprimer le principal média public suisse qui est l'un des grands vecteurs de la production d'une information de qualité? Le «No Billag» est dangereux car il ne laisse pas de place à la construction d'un système suisse de médias, mixte, public mais aussi privé,

résilient vis-à-vis des géants de l'Internet, pour produire cette information de qualité, indispensable pour la vie démocratique. (TDG)